

S.D.C.A.

Société Dunkerquoise de Conseils et d'Audit

Société d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes

10, Rue des Fusiliers Marins
59140 DUNKERQUE

Tél. : 03.28.63.52.38

Fax : 03.28.59.20.01

Courriel : jfcaux@sdcg.fr

**ASSOCIATION CIDFF
Centre d'information sur les droits des femmes
et des familles**

50 rue du Jeu de Mail

59140 DUNKERQUE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents,

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association C.I.D.F.F. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

KE

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment, je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823.7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je n'ai pas d'éléments à porter à votre connaissance pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant.

III – VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président, et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

IV – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Ke

V – RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit, en outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriés en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

WE

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A DUNKERQUE,

Le 05 juin 2024



Jean-François CAUX

Commissaire aux Comptes

Représentant Légal de la Société S.D.C.A.

Société de Commissariat aux Comptes

Inscrite près de la Cour d'Appel de DOUAI

Centre d'Information sur les Droits

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	935	935		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	935	935		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat. out. industriels	22 560	17 879	4 681	5 884
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	22 560	17 879	4 681	5 884
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL				
Total		23 496	18 815	4 681	5 884
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	109 902		109 902	144 173
	TOTAL	109 902		109 902	144 173
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	284 445		284 445	197 615
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	941		941	655
Total		395 289		395 289	342 443
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (III+IV+V)		418 785	18 815	399 970	348 329
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Centre d'Information sur les Droits

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	15 261	15 261
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	10 373	10 373
	Report à nouveau	232 707	241 713
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		-18 299	-9 006
Situation nette sous total		240 042	258 341
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total	240 042	258 341
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total		
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 776	25 618
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	74 909	62 369
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 000	2 000
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	41 243	
Total		159 928	89 987
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (hors descriptif des dettes)		399 970	348 328
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Centre d'Information sur les Droits

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	3 526	3 605
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	488 101	406 760
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 773	5 281
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	21 581	4 111
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	528 983	419 758
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	86 242	58 111
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	15 535	9 049
	Salaires et traitements	346 797	273 747
	Charges sociales	100 818	83 139
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 209	2 176
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	24	8 119
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	551 626	434 344
Moins les charges d'exploitation (1) II		-22 642	-14 586

Centre d'Information sur les Droits

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	4 593	892
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		4 593	892
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV			
2 Résultat financier (III - IV)		4 593	892
3 Résultat opérationnel courant (II + 2)		-18 049	-13 694
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		4 851
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		4 851
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	250	164
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	250	164
4 Résultat opérationnel (III + V - VI)		-250	-4 687
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Résultat avant impôts (I + 4 + VII + VIII)		533 576	425 501
Résultat après impôts (I + 4 + VII + VIII - IX)		531 876	434 508
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-18 299	-9 006
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		32 904	32 904
Bénévolat			
Total		32 904	32 904
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		32 904	32 904
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		32 904	32 904

Annexe





KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
Quai de Leith
124 rue du Magasin Général
4ème Etage
CS 20028
59941 Dunkerque Cedex 02

Téléphone : +33 (0)3 28 24 53 53
Télécopie : +33 (0)3 28 24 53 54
Site internet : www.kpmg.fr

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2023**

Montants exprimés en Euros

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des
Familles

50 rue du Jeu de Mail

59140 DUNKERQUE

Ce rapport contient 10 pages

Annexe 2023.docx

10/2

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Afin d'informer les femmes et les familles sur leurs droits dans une approche globale, de favoriser l'autonomie des femmes, de faire évoluer leur place dans la société et de contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes, l'association respecte les principes de gratuité, de confidentialité des entretiens. Elle témoigne d'une neutralité sur les plans politique et confessionnel. L'association respecte le principe de laïcité.

Elle a pour objet principal de mettre à disposition des femmes et des familles, dans des permanences juridiques prévues à cet effet, toutes informations à caractère juridique, familial, social, professionnel, économique, éducatif et de santé, tendant à promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'à lutter contre les violences et les préjugés sexistes.

L'association a également pour objet :

- de favoriser l'accès aux droits du public en général et des femmes en particulier par l'accueil, l'écoute, l'information gratuite,
- de favoriser la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes par ses actions de terrain, notamment au sein des dispositifs tels que les contrats de pays et les contrats d'agglomération ainsi que ceux liés à la politique de la ville, à l'accès au droit et à l'accès à l'emploi et de sensibiliser les jeunes au respect et à l'égalité entre les femmes et les hommes,
- de proposer une aide et un accompagnement aux personnes en situation de prostitution, aux victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, aux femmes victimes de violence quel que soit leur âge, que ce soit dans l'espace public, professionnel ou familial,
- de diffuser toute information, par tout support adapté, concernant ses champs de compétences, tels qu'arrêtés par la charte des CIDFF et le conseil d'administration de l'association,
- de relayer auprès du public, les mesures législatives et l'action des pouvoirs publics permettant la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes,
- de porter à la connaissance de la FNCIDFF, les problèmes spécifiques exprimés par les femmes reçues par le CIDFF, ainsi que toutes les propositions que l'association juge utiles permettant de faire évoluer la réflexion, les politiques et les dispositifs en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.



2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Le CIDFF Nord Flandres intervient sur le territoire de la Flandre Maritime et de la Flandre Intérieure. Il met gratuitement à la disposition des femmes et du public en général, toutes les informations utiles concernant leurs droits dans de nombreux domaines de la vie quotidienne : vie économique, vie professionnelle, vie sociale, familiale, conjugale, santé...

Pour chaque personne rencontrée, le CIDFF développe une analyse globale de la situation individuelle et appréhende l'ensemble des problèmes qu'elle pose.

La philosophie de l'association est de permettre aux personnes, en particulier aux femmes, de retrouver leur autonomie et de les accompagner sans les assister dans la résolution de leur(s) problème(s). Le CIDFF accueille, écoute, informe et oriente. Il apporte des réponses de proximité et travaille en partenariat étroit avec les acteurs du réseau local.



3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait significatif n'est survenu au cours de l'exercice.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

h2



4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.



5 Informations relatives au bilan

5.1 Actif

5.1.1 Immobilisations incorporelles

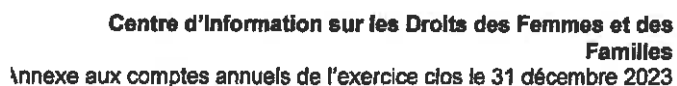
Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

5.1.1.1 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 8 ans

102



5.1.2.1 Produits à recevoir

	Montant
PAR Prison 2022	2 000,00 €
PAR Prison 2023	2 500,00 €
Solde subvention parcours Booster	1 080,00 €
Subvention ISG prévention – part départemental	5 844,00 €
Subvention CUD Lutte discrimination 40%	4 400,00 €
Subvention CUD Emploi 40%	1 600,00 €
Subvention CUD Automatisation 40%	3 349,20 €
Solde CAF REAAP 2023 – 50%	1 800,75 €
PAR FRCIDFF 2022	10 250,00 €
PAR FRCIDFF 2023	20 000,00 €
Solde budget Grande-Synthe	2 400,00 €
PAR CCFI ISG	4 250,00 €
PAR CCFL ISG	17 000,00 €
PAR Subvention ISG Hazebrouck	23 375,00 €
PAR Subvention ISC	9 916,67 €
TOTAL	109 765.62 €



5.2 Passif

5.2.1 Tableau de variation des capitaux propres

	N-1	+	-	N
Fonds associatif	15 261.11			15 261.11
Réserves	10 373.54			10 373.54
Report à nouveau	241 713,82	-9 006,74		232 707,08
Résultat	- 9006,74	-18 299,73	-9 006,74	-18 299,73
Total	258 341,73	-27 306,47	-9 006,74	240 042,00



6 Informations relatives au compte de résultat

6.1 *Provision pour indemnité de départ à la retraite*

La provision pour départ en retraite est estimée à 30 918 Euros.



7 Informations concernant les contributions volontaires

Le Maire de Dunkerque met à disposition de l'association des locaux :

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023, situés rue du Jeu de Mail, pour une valeur locative de 32 904 euros (296 m²).

